



**DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°4/2023
(En vue d'un marché reconductible)**

(SEANCE PUBLIQUE)

**REALISATION DES PRESTATIONS D'ACCUEIL, DE
GARDIENNAGE ET DE SECURITE DES BATIMENTS DE
L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE**

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° 4/2023

RELATIF A
LA REALISATION DES PRESTATIONS D'ACCUEIL, DE
GARDIENNAGE ET DE SECURITE DES BATIMENTS DE
L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

Article 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne le marché ayant pour objet la réalisation des prestations d'accueil, de gardiennage et de sécurité des bâtiments de l'Institut Royal de la Culture Amazighe en lot unique.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM tel qu'il a été modifié et complété.

Le marché issu de cet appel d'offres est un marché reconductible dans la limite de trois (3) ans.

Article 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : l'Institut Royal de la Culture Amazighe, représenté par son Recteur.

Article 3: COMPOSITION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement n° 2524 précité,

- a) copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b) le présent règlement de la consultation ;
- c) un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- d) le modèle du bordereau des prix global ;
- e) Le modèle du cadre du sous détail des prix.
- f) le modèle de l'acte d'engagement ci-joint, en **annexe II** ;
- g) le modèle de la déclaration sur l'honneur ci-joint, en **annexe I**.

Article 4: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement n° 2524 précité :

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière pour avoir souscrit leurs déclarations, réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale ou un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaire et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;

- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 139 du règlement n° 2524 de passation des marchés de l'IRCAM.

Article 5: MODE D'ATTRIBUTION

Le présent appel d'offres sera adjugé en lot unique.

Les offres seront jugées par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet.

Article 6: MONNAIE DE L'APPEL D'OFFRES

Les prix des offres doivent être formulés et exprimés en Dirham marocain.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, les montants des offres exprimés en monnaie étrangère doivent être convertis en Dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par BANK AL MAGHRIB.

Article 7: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES

A l'exception des attestations délivrées par les constructeurs et les prospectus qui peuvent être présentés en anglais, les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue française.

Article 8: CONTENU DU DOSSIER DE L'OFFRE DU CONCURRENT

Conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement n°2524 précité, tel qu'il a été modifié et complété, les pièces à fournir par les concurrents sont :

I -Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A - Un dossier administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a) la déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement 2524 tel qu'il a été modifié et complété ;
- b) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;
- c) pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement 2524.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement 2524 précité :

- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n° 1297. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;
 - d) la date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité ;
 - e) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
 - f) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de prévoyance pour les concurrents non installés au Maroc ;
 - g) A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

II- Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n°2524 précité. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de

l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

3- Au moment de la présentation de l'offre, et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 25 du règlement n°2524 précité, une attestation d'inscription au registre local des coopératives.

4- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou l'union de coopératives ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement n°2524 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité de la coopérative ou l'union de coopératives ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme, conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement n°2524 précité.

IV- Lorsque le concurrent est un autoentrepreneur, il doit fournir :

- 1. Au moment de la présentation de l'offre, et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 25 du règlement n°2524 précité, le certificat d'inscription au registre national de l'auto - entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original délivré depuis moins d'un an ;
- 2. S'il est retenu pour être attributaire du marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité de l'autoentrepreneur.

La date de production des pièces exigées pour l'autoentrepreneur, la coopérative ou l'union des coopératives sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B - Un dossier technique comprenant :

- 1- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent mentionnant éventuellement le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation, conformément au modèle joint au CPS en **annexe III** ;
Lorsque le concurrent est un établissement public, les documents à fournir sont ceux prescrits au paragraphe II de l'article 25 du règlement précité.
- 2- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le

concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

C - Le dossier additif :

Comprend toutes pièces complémentaires exigées par le dossier d'appel d'offres, à savoir :

1. une copie certifiée conforme à l'original de l'autorisation d'exercice des activités de gardiennage délivrée par le wali de la région dans le ressort duquel est situé le siège social ou le principal établissement ;
2. une attestation de chiffre d'affaires pour les années 2020, 2021 et 2022, délivrée par la Direction Générale des Impôts ;
3. une attestation de la masse salariale délivrée par CNSS pour les années 2020, 2021 et 2022 ;
4. le Cahier des Prescriptions Spéciales, paraphé à chaque page et signé en dernière page, avec la mention manuscrite « Lu et accepté » ;
5. le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages, avec la mention manuscrite « Lu et accepté ».

N.B : les concurrents n'ayant pas présenté l'autorisation d'exercice des activités de gardiennage ou sa copie certifiée conforme à l'originale seront éliminés.

D – Offre technique :

Chaque soumissionnaire doit présenter une offre technique comprenant :

1. la liste des moyens humains, avec les profils ci-dessous, **à mettre en œuvre pour la réalisation de la prestation** ;
2. leurs CV co-signés par les agents et le soumissionnaire ;
3. les copies certifiées conformes de leurs diplômes ;
4. l'historique des déclarations de la CNSS de chacun de 5 agents, justifiant l'expérience demandée ;

Profil	Qualifications	Effectif
Superviseur	Bac +3 ayant une expérience de 2 ans minimum	2 (1 superviseur de jour et un superviseur de nuit)
Agent de sécurité chargé de surveillance par système de vidéosurveillance	Diplôme de Bac minimum et une expérience de 2 ans minimum dans le domaine de la surveillance par caméra ou l'informatique	3 (2 agents de jours et 1 agent de nuit)

NB:

- Dans le cas où la commission constate l'absence d'un des profils demandés ou d'un des documents demandés par profils dans l'offre technique des soumissionnaires, leurs dossiers seront automatiquement écartés ;
- Le prestataire retenu s'engage à garder les mêmes profils proposés dans son offre technique durant toute la durée du marché.

E – Offre financière :

Ce dossier doit comprendre :

1. un acte d'engagement établi conformément au modèle, ci-joint, en **annexe II** ;
2. le bordereau du prix global, établi conformément au modèle joint au CPS ;
3. le sous –détail des prix établi conformément au modèle joint au CPS.

Article 9: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement n° 2524 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché;
- la date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la Commission de l'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

1. **La première enveloppe** comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif, le présent règlement de consultation et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou par la personne habilitée par lui à cet effet, et doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossier administratif, technique et additif ».
2. **La deuxième enveloppe :**
Comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre Financière** ».
3. **La troisième enveloppe :**
Comprend l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre Technique** ».

Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Article 10: PRESENTATION DES DOSSIERS EN CAS DE GROUPEMENT

En cas de groupement, joindre au dossier administratif : une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement, accompagnée d'une note indiquant l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant.

Article 11: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire est fixé à vingt mille dirhams (20 000,00 dh).

Article 12: MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement 2524 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier.

Article 13: RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Il sera disponible en téléchargement sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web de l'IRCAM (www.ircam.ma).

Article 14: INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement 2524 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier de l'appel à la concurrence et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

Article 15: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement 2524 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du règlement précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement 2524 précité présenter de nouveaux plis.

Article 16: VISITE DES LIEUX

Une visite obligatoire des lieux à l'Institut Royal de la Culture Amazighe est programmée le jour prévu dans l'avis d'appel d'offres relatif à cet appel d'offres. Les concurrents n'ayant pas effectué la visite des lieux ne pourront pas soumissionner à cet appel d'offres.

Le titulaire du marché reconnaît avoir apprécié à son point de vue et sous sa responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations, avant d'avoir eu à élaborer son offre et avant d'exécuter le marché. Il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'IRCAM ou prétendre à une indemnité.

Article 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 14 du règlement n° 2524 de passation des marchés de l'IRCAM, resteront engagés

par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article 18: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les concurrent peuvent:

- soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau d'ordre précité ;
- soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres en début de séance et avant l'ouverture des plis ;
- soit transmettre leurs dossiers par voie électronique au maître d'ouvrage via le portail marocain des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée au bureau d'ordre. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture conformément aux dispositions prévues à l'article 36 du règlement de passation des marchés de l'IRCAM.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

Article 19: EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres comportera deux phases :

1. Analyse des dossiers administratif, technique, additif et de l'offre technique ;
2. Analyse financière

Les offres seront examinées en deux phases conformément aux dispositions des articles 36, 39, 40 et 41 du règlement précité.

Phase 1 : Analyse des dossiers administratifs, techniques, additifs et de l'offre technique

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 36 du règlement précité. Au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, techniques et additifs, la commission d'ouverture des plis apprécie les capacités financières, techniques et les moyens humains de chaque concurrent, en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offres. Ainsi une évaluation de la capacité technique, financière et des moyens humains des concurrents portera sur les critères suivants :

Critère	Sous critère	Elément d'appréciation	Note maximale	Moyens d'appréciation
Capacité technique et financière	1. Chiffre d'affaire annuel moyen de 2020 à 2022	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de 5 MDH : 20 Pts - De 3 MDH à 5 MDH : 15 Pts - De 2 MDH à 3 MDH : 10 Pts - Moins de 2 MDH : concurrent écarté 	20	<p>Attestation de chiffre d'affaires pour les années 2020, 2021 et 2022, délivrée par la Direction Générale des Impôts.</p> <p>Un montant de 0 DH sera considéré pour le chiffre d'affaire d'une année dont l'attestation n'est pas produite</p>
	2. Masse salariale brute moyenne de 2020 à 2022	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de 3 MDH : 20 Pts - De 2 MDH à 3 MDH : 15 Pts - De 1 MDH à 2 MDH : 10 Pts - Moins de 1 MDH : concurrent écarté 	20	Attestation de la masse salariale délivrée par la CNSS pour les années 2020, 2021 et 2022
	3. Attestations de référence	<p>Chaque référence (attestation) dont le montant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 3 MDH : 5 Pts - De 2 à 3 MDH : 3 Pts - De 1 à 2 MDH : 2 Pts - Moins de 1 MDH : 0 Pt <p>* le nombre maximum des attestations à noter est : 6 attestations (attestations ayant les montants les plus élevés et qui remplissent les conditions prévues dans le paragraphe B-1 de l'Article 8 du règlement de consultation)</p> <p>* La note attribuée pour ce sous critère est la somme des notes des attestations de référence notées</p>	30	Les attestations de référence du même marché présentées sur des années différentes sont comptabilisées une seule fois.
Moyens humains	4. Superviseurs (2)	<p>Diplôme Bac+3 et expérience de 5 ans et plus : 9 pts</p> <p>Diplôme Bac +3 et expérience entre 2 et 5 ans: 4 pts</p> <p>Diplôme Bac+2 ou moins, ou expérience moins de 2 ans : 0 pt</p>	18	Les CV, les copies conformes des diplômes et l'historique des déclarations de la CNSS justifiant l'expérience demandée et déclarée dans les CV
	5. Agents chargés de la supervision de la vidéosurveillance (3)	<p>Diplôme Bac+2 et expérience de 2 ans et plus : 4 pts</p> <p>Diplôme Bac ou moins ou expérience moins de 2 ans : 2 pts</p> <p>Niveau Bac ou moins, ou expérience moins de 2 ans : 0 pt</p>	12	

N.B : Seules les offres ayant obtenu une note minimale de 70 sur 100 points seront retenues.

Phase 2 : Analyse financière des offres

- Seules les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 1 seront prises en compte.
- Les concurrents qui n'ont pas présenté le sous-détail seront automatiquement éliminés.
- Les offres financières des concurrents retenus seront évaluées en tenant compte des dispositions de la circulaire du chef du gouvernement N°02/2019 en date du 31/01/2019. Toute offre financière qui ne respecte pas la réglementation de travail en vigueur, notamment le SMIG journalier calculé sur la base d'un SMIG horaire de 8h/jour et les cotisations, notamment les charges patronales, taxe professionnelle, perte de travail, les congés payés, sera évincée

NB :

- Tous les nombres figurant dans le sous détail des prix doivent être tronqués au deuxième chiffre après la virgule;
- Les contrats de formation insertion ne sont pas admis dans le cadre du présent appel d'offres.

Le prestataire ayant l'offre la moins disante sera déclaré attributaire, sous réserve de l'application des dispositions des articles 40 et 41 du règlement n° 2524 relatif aux marchés publics de l'IRCAM.

Article 20: RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 44 du règlement 2524 précité, le maître d'ouvrage informe le concurrent retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le Maître d'Ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation personnelle et solidaire en tenant lieu et des échantillons, le cas échéant, qui sont restitués aux concurrents éliminés dans le délai de cinq (5) jours.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

Article 21: ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

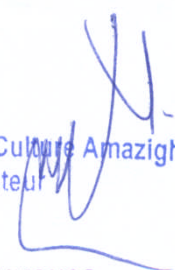
L'autorité compétente peut, sans de ce fait, encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas suivants :

1. lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché;
4. lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. lorsqu'il n'y a pas eu de concurrence ;

6. en cas de réclamation fondée d'un concurrent.

Le maître d'ouvrage doit informer par écrit l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'appel d'offres.

En cas d'annulation de l'appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

<u>Le concurrent</u> <i>(Lu et accepté)</i>	<u>Le Recteur de l'IRCAM</u> <i>Le 16/06/2023</i>
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS